



Une redevance à 200 francs condamnerait la SSR au détriment de la diversité linguistique et d'un système démocratique fort et sûr

Communiqué du comité romand contre l'initiative « 200 francs ça suffit », 13 janvier 2026

Le comité romand interpartis «NON à l'initiative SSR» met en garde contre les lourdes implications de l'initiative destructrice proposant une redevance à 200 francs. En affaiblissant le service public national, l'initiative menace la cohésion nationale et affaiblit gravement la représentation des régions minoritaires, comme la Suisse romande. Au bénéfice de la péréquation de la redevance, elles ne pourraient plus y prétendre et seraient plus lourdement impactées. En ces temps incertains, nous avons besoin d'un accès complet à des informations sûres et fiables. Réduire les moyens de la SSR de moitié minerait la qualité et la diversité de programmes offerts par la RTS, la SRF, la RSI et la RTR à l'ensemble des régions du pays.

L'initiative est une attaque frontale contre les valeurs suisses et le vivre ensemble, piliers de notre pays. Le comité romand interpartis *NON à l'initiative SSR* s'engage contre ce projet à priori séduisant mais dangereux pour la Suisse. Il réunit des voix issues de tous les bords politiques, celles notamment des représentants de la culture populaire, du cinéma, du sport et de la politique, ainsi que des membres de la jeune génération. Il est coprésidé par les parlementaires fédérales Marianne Maret, Simone de Montmollin et Delphine Klopfenstein Broggini, ainsi que par le Conseiller aux Etats Baptiste Hurni.

La SSR est financée par la redevance. Elle appartient à chacune et chacun d'entre nous. Ses programmes sont destinés à tous les publics suisses et ne sont pas dépendants des attentes d'actionnaires privés. Cette indépendance lui permet de traiter l'ensemble des sujets qui sont importants pour la société, même s'ils ne génèrent pas beaucoup d'audience ou de clics. La place médiatique suisse vit de la dualité entre médias publics et médias privés. Si la redevance SSR était divisée par deux, ce système éprouvé serait mis en péril. Vu la taille des divers marchés, il serait illusoire de compter sur une compensation de l'offre perdue de la SSR par les médias privés suisses. L'initiative pénaliserait l'ensemble du pays, dans tous les domaines d'activité de la SSR, ainsi qu'au final l'entier de la place médiatique suisse, faisant la part belle aux grands groupes étrangers.

La SSR a déjà dû introduire un plan d'économies considérables. En proposant, pour combattre l'initiative, d'abaisser la redevance à 300 francs annuels par ménage et en exemptant les entreprises jusqu'à 1.2 million de chiffres d'affaires annuel, le Conseil fédéral a imposé à la SSR d'économiser 270 millions de francs de budget annuel à partir de 2029, ce qui représente 17 % de son budget actuel. En cas d'acceptation, l'initiative SSR imposerait une nouvelle coupe drastique dans les ressources du groupe, de trois fois l'économie déjà prévue! Il va sans dire que cette économie ne pourrait se réaliser qu'en appauvrissant l'offre de la SSR dans toutes les régions et particulièrement en Suisse romande.

Dans un contexte mondial instable, marqué par l'explosion des fausses informations et des images développées par l'intelligence artificielle, la SSR présente avec professionnalisme les événements internationaux, les crises et les catastrophes naturelles. Elle forme aussi les plus jeunes à l'éducation aux médias, compétence-clé dans la période actuelle. Pour assurer la sécurité du pays, il est primordial d'avoir accès à des informations fiables. Un budget divisé en deux minerait la capacité de la SSR à remplir sa mission de source d'information indépendante pour la population. La SSR garantit la vérification des faits, un journalisme de qualité et un solide réseau de correspondants. Grâce à la SSR, toutes les régions du pays ont accès en radio, en télévision et sur le numérique à des offres complètes et dans leur langue.

Les initiants veulent interdire à la SSR d'être présente sur les canaux numériques, qui s'imposent clairement comme le vecteur préféré du public suisse. Un oui à l'initiative condamnerait à terme purement et simplement la SSR, au détriment du public et de ses attentes variées - et en particulier des jeunes - qu'il s'agisse d'information, de sport, de culture ou de création audiovisuelle (documentaires, fiction).

De plus, l'initiative aurait des conséquences indirectes graves pour l'ensemble des médias. Si la SSR devait économiser 50% de ses dépenses dans tous les secteurs communs, les autres médias ne seraient pas en mesure de compenser. Les exemples sont nombreux : agence Keystone-ATS, Société de sondage Mediapulse, Journée nationale de la radio, Atelier radiophonique romand, Edumédias (formation aux médias dans les écoles), Centre de formation au journalisme et aux médias, etc.

Contact médias

Adresse courriel : comite.romand@initiative-ssr-non.ch

Site internet : Comité régional Romand - Non à l'initiative SSR

Adresse postale : Comité romand «NON à l'initiative SSR», c/o Agence Trio, Rue Voltaire 1, 1006 Lausanne

Téléphone : Philippe Zahno, coordinateur, 079 459 72 85